RECOMMANDATION DU CONSEIL

du 28 mars 1983

sur la décharge à donner à la Commission sur l'exécution des opérations du Fonds européen de développement (1979) (cinquième FED) pour l'exercice 1981

(83/188/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 206 *ter*,

vu la deuxième convention entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté économique européenne (ACP-CEE), signée à Lomé le 31 octobre 1979 (1),

vu la décision 80/1186/CEE du Conseil, du 16 décembre 1980, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne (2),

vu l'accord interne de 1979 relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté (3), signé le 20 novembre 1979, et notamment son article 29 paragraphe 3,

vu le règlement financier, du 17 mars 1981, applicable au cinquième Fonds européen de développement (4), et notamment ses articles 66 à 70,

ayant examiné le compte de gestion et le bilan afférents aux opérations du Fonds européen de développement (1979) (cinquième FED) arrêtés au 31 décembre 1981 ainsi que le rapport de la Cour des comptes relatif à l'exercice 1981, accompagné des réponses de la Commission (5),

considérant que, en vertu de l'article 29 de l'accord interne, la décharge de la gestion du Fonds européen de développement (1979) (cinquième FED) doit être donnée à la Commission selon la procédure prévue à l'article 206 du traité;

considérant que l'exécution, dans leur ensemble, des opérations du Fonds européen de développement (1979) (cinquième FED) pendant l'exercice 1981 par la Commission a été satisfaisante,

RECOMMANDE

à l'Assemblée de donner décharge à la Commission sur l'exécution des opérations du Fonds européen de développement (1979) (cinquième FED) pour l'exercice 1981.

Fait à Bruxelles, le 28 mars 1983.

Par le Conseil

Le président

J. ERTL

(1) JO n° L 347 du 22. 12. 1980, p. 2.
(2) JO n° L 361 du 31. 12. 1980, p. 1.
(3) JO n° L 347 du 22. 12. 1980, p. 210.
(4) JO n° L 101 du 11. 4. 1981, p. 12.
(5) JO n° C 344 du 31. 12. 1982, p. 1.